



CICR

SERVICES CONSULTATIFS
EN DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

Convention de 2008 sur les armes à sous-munitions

La Convention sur les armes à sous-munitions vise à mettre fin aux souffrances provoquées par ces armes, qui ont tué ou blessé des dizaines de milliers de civils dans les pays où elles ont été utilisées. En mai 2008, 107 États ont conclu un traité international interdisant ce type d'armes. Les négociations ayant abouti à ce traité s'inscrivaient dans le cadre du « Processus d'Oslo », une initiative norvégienne dont l'objectif était qu'un traité sur les armes à sous-munitions soit conclu d'ici la fin de l'année 2008. La Convention a été ouverte à la signature le 3 décembre 2008 et elle est entrée en vigueur le 1^{er} août 2010.

Cette Convention est une adjonction importante au droit international humanitaire (DIH). Elle vient renforcer les règles fondamentales du DIH coutumier applicables à l'ensemble des États, lesquelles imposent aux parties à un conflit de faire la distinction en tout temps entre les civils et les combattants, de ne diriger les opérations que contre des objectifs militaires et de s'efforcer en permanence d'épargner les civils ainsi que les biens à caractère civil. Avec l'adoption de cette Convention, les armes à sous-munitions sont venues compléter la liste des armes interdites par le DIH : les balles explosives, les balles expansives, les armes chimiques, les armes biologiques, les mines antipersonnel et les armes à fragments indétectables ou à laser aveuglant.

Que sont les armes à sous-munitions ?

Les armes à sous-munitions sont des armes qui dispersent ou libèrent des sous-munitions, à savoir de petites charges explosives ou petites bombes (« bombelettes ») non guidées (pesant moins de 20 kilogrammes chacune) conçues pour exploser avant l'impact, à l'impact ou après l'impact. Selon le type d'arme utilisé, le nombre de sous-munitions dispersées ou libérées peut aller de quelques dizaines à plus de 600.

En vertu de la Convention, les armes contenant moins de dix sous-munitions explosives ne sont pas considérées comme des armes à sous-munitions, pour autant que chaque sous-munition pèse plus de quatre kilogrammes, qu'elle soit conçue pour détecter et attaquer une cible constituée d'un objet unique, et qu'elle soit équipée de mécanismes électroniques d'autodestruction et d'auto-désactivation. Rien dans la Convention n'interdit ni ne restreint le recours à de telles armes ; toutefois, leur utilisation est réglementée par les dispositions générales du DIH.

Pourquoi interdire les armes à sous-munitions ?

Les armes à sous-munitions constituent une préoccupation humanitaire depuis des décennies. Elles ont fait des ravages parmi les civils non seulement pendant des conflits armés, mais encore bien après la fin des hostilités.

Pendant les conflits armés : les armes à sous-munitions sont conçues pour avoir des effets dévastateurs dans les situations de combat ; elles dispersent un grand nombre de sous-munitions explosives sur une vaste superficie, afin de détruire des cibles militaires mobiles ou multiples. Les victimes civiles sont souvent nombreuses quand on utilise ce type d'armes contre des objectifs militaires situés dans des zones habitées. Les sous-munitions n'étant généralement pas guidées, le vent ou d'autres facteurs peuvent les amener à frapper bien au-delà de la zone où se trouve la cible.

Après la fin des hostilités : un pourcentage élevé des sous-munitions dispersées ou libérées n'explorent pas comme prévu ; de vastes zones sont donc contaminées par des engins non explosés potentiellement meurtriers.

Ces dispositifs ont tué ou blessé des dizaines de milliers de civils. Leur présence rend dangereuses des activités essentielles telles que l'agriculture. Elle entrave aussi la reconstruction et le développement des infrastructures – routes, chemins de fer et centrales électriques notamment. Les enfants, intrigués par la forme et la couleur des sous-munitions, sont souvent tentés de les ramasser, ce qui a des conséquences terribles : blessures graves, handicap ou mort.

Obligations fondamentales énoncées dans la Convention

Les États parties s'engagent à ne **jamais, en aucune circonstance, utiliser, mettre au point, produire, acquérir, stocker, conserver ou transférer d'armes à sous-munitions**. Ils ont également l'interdiction d'aider, encourager ou inciter quiconque à s'engager dans une activité interdite par la Convention.

En outre, les États qui possèdent des armes à sous-munitions ou en subissent les effets doivent prendre des mesures pour la destruction des stocks, l'enlèvement des restes de ces armes et l'assistance aux victimes.

Calendrier pour la destruction des stocks : chaque État s'engage à détruire les stocks d'armes à sous-munitions sous sa juridiction et son contrôle, dans un délai de huit ans après être devenu partie à la Convention. Ce délai peut être prolongé de quatre ans ; dans des circonstances exceptionnelles, des prolongations additionnelles d'une durée de quatre ans peuvent être accordées. Les États peuvent conserver un nombre limité de ces armes et de leurs sous-munitions explosives pour la formation à l'enlèvement de ces engins et le développement des techniques de destruction.

Délais pour la dépollution : chaque État s'engage en outre à enlever de son territoire les sous-munitions non explosées dans un délai de dix ans après être devenu partie à la Convention. Si un État ne peut pas respecter ce délai, il peut demander des prolongations d'une durée de cinq ans.

Des dispositions fortes en matière d'assistance aux victimes : tout État partie qui compte des victimes de sous-munitions sur son territoire ou dans des zones sous son contrôle a l'obligation de leur fournir des soins médicaux, une réadaptation physique, un soutien psychologique et une insertion sociale et économique. Il doit en outre évaluer les besoins des victimes dans les zones touchées, et élaborer des plans et mobiliser des ressources pour y répondre. C'est la première fois que des dispositions aussi précises sur l'assistance aux victimes figurent dans un traité de DIH.

Il convient de souligner que l'expression « victimes d'armes à sous-munitions » ne désigne pas seulement les personnes tuées ou blessées par ces armes, mais aussi les familles et les communautés qui ont subi des conséquences socioéconomiques et d'autres dommages. Cette définition large reflète le consensus qui s'affirme de plus en plus parmi les acteurs concernés par l'élimination de munitions non explosées.

Mesures et mécanismes de promotion de la mise en œuvre et de contrôle du respect de la Convention

La Convention prévoit divers mécanismes visant à promouvoir sa mise en œuvre et à garantir le respect de ses dispositions. Certains d'entre eux peuvent nécessiter l'adoption de lois ou de règlements administratifs au niveau national.

Afin de favoriser la transparence, les États parties doivent présenter au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies un **rapport annuel** sur divers éléments, notamment les types et quantités d'armes à sous-munitions détruites, la superficie et la localisation des zones contaminées, l'état des programmes de dépollution, les mesures prises pour dispenser aux civils une éducation à la réduction des risques et les alerter, l'état des programmes d'assistance aux victimes et les mesures nationales prises afin de prévenir et de réprimer toute violation de la Convention. Ces rapports doivent aussi faire le point sur l'état de la mise en œuvre.

En outre, les **États parties se réunissent** régulièrement pour examiner le fonctionnement de la Convention et l'évolution de sa mise en œuvre. En 2011, l'Assemblée des États parties a décidé que des réunions intersessionnelles d'experts se tiendraient tous les ans afin de discuter plus avant des progrès réalisés et des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la Convention. Le CICR et d'autres organisations participent à ces réunions.

Une première Conférence d'examen s'est tenue en 2015 pour examiner le fonctionnement et l'état de la Convention. Si un État partie le demande, d'autres Conférences d'examen peuvent être convoquées pour autant que l'intervalle entre les Conférences ne soit pas inférieur à cinq ans (art. 12).

En cas de préoccupation quant au **respect** de la Convention par un État partie, des éclaircissements peuvent être demandés par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'ONU. Au besoin, la question peut être soumise à une assemblée des États parties, qui peut adopter des procédures et mécanismes spécifiques afin de

clarifier la situation, et peut aussi élaborer une résolution. En cas de différend entre deux ou plusieurs États parties, ceux-ci s'efforceront de le régler par la négociation ou par tout autre moyen pacifique de leur choix, y compris la saisine de la Cour internationale de justice conformément à son Statut.

Enfin, chaque État partie a l'obligation de prendre toutes les **mesures législatives, réglementaires et autres** qui sont appropriées pour mettre en œuvre la Convention, y compris l'imposition de sanctions pénales pour prévenir et réprimer toute violation par des personnes ou sur un territoire sous sa juridiction ou son contrôle. À cette fin, il peut s'avérer nécessaire d'adopter des lois nationales et d'amender les règlements applicables aux forces armées.

L'Unité d'appui à l'application de la Convention est opérationnelle depuis 2015. Elle a notamment pour tâches de soutenir les États parties dans leurs efforts de mise en œuvre de la Convention et de préparer les réunions formelles et informelles.

Relations avec les États non parties à la Convention

La Convention n'interdit pas « une coopération et des opérations militaires » avec des États non parties qui pourraient utiliser des armes à sous-munitions dans le cadre d'opérations conjointes. Les États parties peuvent continuer à participer à des activités de planification, de formation et de logistique, ainsi qu'à des opérations de combat avec des États non parties ayant recours à ce type d'armes. De telles activités ne constituent pas nécessairement une violation de la Convention, pour autant que l'État partie n'utilise pas lui-même d'armes à sous-munitions ou ne participe pas directement à des activités interdites par la Convention, notamment le stockage, le transfert ou la production de telles armes. Quoi qu'il en soit, les États parties sont tenus de décourager les États non parties d'utiliser des armes à sous-munitions.

Concrètement, quel impact aura la Convention ?

La Convention a des effets bénéfiques directs pour les

communautés touchées. En effet, les efforts accrus qui sont déployés pour dépolluer les zones contaminées permettent de sauver des vies et de réaffecter les terres à l'agriculture et à d'autres activités productives. La Convention bénéficie également aux victimes des armes à sous-munitions car elle oblige les États à faire davantage dans divers domaines, notamment les soins médicaux et la réadaptation physique. Surtout, la Convention permet d'éviter énormément de souffrance humaine en garantissant la destruction des armes à sous-munitions. Au total, 1,4 million d'armes à sous-munitions et 175 millions de sous-munitions ont déjà été détruites par les États parties.

Que doit faire un État pour signer et ratifier la Convention ?

Un État qui souhaite être lié par la Convention doit exprimer cette volonté en déposant un instrument de ratification ou d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'ONU, dépositaire de la Convention. La Convention a force obligatoire pour lui six mois plus tard (art. 17). En attendant que ce délai soit écoulé, l'État peut appliquer provisoirement l'article premier de la Convention.

Le CICR met à la disposition des États un dossier de ratification : <https://www.icrc.org/fr/document/convention-de-2008-sur-les-armes-sous-munitions-dossier-de-ratification>. Il a aussi élaboré un modèle de loi pour aider les États de *common law* à intégrer la Convention dans leur législation : <https://www.icrc.org/fr/document/loi-type-relative-la-convention-sur-les-armes-sous-munitions>.